



**ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC**

**EXTRAIT DE PÉTITION**  
**(Conforme au Règlement)**

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 1 088 pétitionnaires.

**Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec**

**Les faits invoqués sont les suivants :**

**CONSIDÉRANT QU'**en 2017, la pesée a été interdite dans les écoles primaires et secondaires parce qu'elle était considérée comme nocive pour les élèves;

**CONSIDÉRANT QU'**il existe dans les cégeps une pratique consistant à peser les élèves dans les cours d'éducation physique, et que cela se fait parfois devant leur groupe, malgré les indications du Ministère;

**CONSIDÉRANT QUE** certaines personnes enseignantes mesurent aussi le taux de graisse et calculent l'indice de masse corporelle (IMC), une mesure considérée comme désuète par les scientifiques;

**CONSIDÉRANT QUE** l'IMC n'offre aucune information sur la santé ou sur les habitudes de vie;

**CONSIDÉRANT QUE** de nombreuses études rapportent que, suite à la pesée, un pourcentage important de personnes étudiantes ont eu recours à des régimes amaigrissants parfois drastiques et néfastes pour leur santé;

**CONSIDÉRANT QUE** le parcours de vie des personnes étudiantes (état psychologique, vulnérabilité, diagnostics, etc.) est inconnu des professeurs et professeures en éducation physique;

**CONSIDÉRANT QUE** cette pratique est très nocive pour les jeunes souffrant d'un trouble alimentaire et peut même en être le déclencheur;

**CONSIDÉRANT QUE** cette pratique est aussi humiliante et anxiogène pour les personnes présentant un surplus de poids, ainsi que pour celles en situation de sous poids, et qu'il peut s'agir d'une forme d'intimidation;

**CONSIDÉRANT QUE** la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée devrait être mise en valeur par le corps enseignant;

**Et l'intervention réclamée se résume ainsi :**

Nous, soussignés et soussignées, demandons aux ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur d'interdire immédiatement la pesée dans les cégeps du Québec.

**Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.**

**Isabelle Melançon, députée de Verdun**

8 février 2022

**Date de signature de l'extrait**